

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : état d'esprit de l'opinion à l'entrée de l'automne

De conversations récentes avec plusieurs personnes ayant mené ou assisté à des entretiens qualitatifs depuis la rentrée, convergerait un constat de net durcissement de fond de l'opinion. Il en ressortirait en particulier les éléments suivants :

1. La contestation du système atteint des niveaux sans précédents

⇒ **On atteint les limites d'un système de solidarité qui dysfonctionne profondément.** La contestation du système social est une tendance lourde (cf. études du Crédoc), mais elle **s'aggrave et s'accélère depuis quelques mois**. Les propos deviennent virulents, laissant libre cours à la jalousie et la suspicion. Des tensions au sein des groupes d'entretien apparaissent (ce qui est relativement inédit) entre participants salariés et fonctionnaires, actifs et chômeurs etc.

⇒ **Le système paraît aujourd'hui tellement sclérosé que l'on commence à douter du fait-même qu'il soit encore réformable.** Le discours se durcit : il ne s'agit plus de réparer, ni même de réformer, mais de « ***tout refonder*** », de « ***remettre à plat*** », de « ***donner un grand coup de pied dans la fourmilière*** » pour espérer qu'enfin quelque chose change.

Il paraît **de plus en plus difficile d'imaginer des transformations qui ne soient pas autoritaires et douloureuses**.

2. Nous ne sommes pas vus aujourd'hui comme porteurs de réponses

⇒ Ce qui est actuellement sur la table paraît le plus souvent anecdotique (réforme des professions réglementées), irréel (Pacte de responsabilité), ou trop loin des priorités (réforme territoriale).

⇒ Nous paraissions même pour certains **aggraver les dérives de ce système**. Inconsciemment, en continuant à mettre en avant une volonté de dialogue social ou de concertation qui paraissent dépassés ; en laissant trop de place aux intérêts constitués - ce qui leur permet de verrouiller le système - ; en faisant trop de compromis ou en reculant face aux difficultés.

Sciemment pour d'autres, en multipliant les gestes envers des intérêts catégoriels pour tenter « ***d'acheter*** » les contestations (les petites retraites, la première tranche d'IR, les minima sociaux - fusion RSA/PPE, etc.) sans projet d'ensemble pour rétablir la justice. Avec, pour la droite radicalisée et une partie des électeurs FN, la conviction d'un agenda caché : le PS serait le parti des bénéficiaires d'aides sociales et des immigrés, et nous ne voudrions pas réellement réformer le système pour protéger nos clientèles.

⇒ Il en ressort un paradoxe : **la volonté d'apaisement aboutit parfois à un effet contre-productif**, en donnant le sentiment de « *monter les classes sociales les unes contre les autres* », de favoriser la jalousie et l'animosité (paradoxe qui se retrouve dans les mesures d'image : le PR est ainsi aujourd'hui vu comme moins « *rassembleur* » que ne l'était N. Sarkozy).

3. Face à ces sentiments, l'impatience grandit

⇒ **Les réactions** au sein des groupes d'entretien sont diverses mais aucune n'a de débouchés clairs :

- Parmi les **électeurs de gauche** (qui n'échappent pas à ces perceptions) certains essaient de se **raccrocher à ce qu'ils peuvent, sans toujours trouver**. Ils voudraient continuer à soutenir la solidarité envers les plus faibles et une société ouverte, mais peinent à trouver les arguments.

L'arrivée de M. Valls a soulevé des espoirs, mais le sentiment est qu'il n'arrive pas à passer l'action. Il n'y a presque plus de débats idéologiques sur les entreprises ou les déficits. L'urgence est désormais d'agir, après 2 ans et demi de mandat qui risquent d'être vus comme perdus.

Les « frondeurs » et autres postures de contestations partisans interloquent de plus en plus : elles donnent le sentiment de mettre des bâtons dans les roues, de déroger à l'impérieuse nécessité de réformer le pays. La crise gouvernementale fin août a été très peu comprise : elle a simplement fait perdre un temps précieux.

- **Les plus faiblement politisés** se réfugient de plus en plus dans **un repli sur leur pré carré, en mettant à distance l'actualité politique, les médias, la situation du pays**. C'est une sorte de sécession intérieure : si ces gens avaient les moyens de partir de France ils y songeraient certainement ; à défaut ils s'isolent, se coupent du pays et de ce qui représente le « *système* ».

Le nombre de personnes qui ne répondent plus aux questions au motif qu'« *ils ne regardent plus la télé* », que « *ça ne les intéresse plus* », est ainsi en augmentation (chaque semaine dans les réponses aux questions ouvertes sur ce qui a été retenu de l'actualité de la semaine, le premier item est « *rien* »).

- **D'autres enfin voient bouillir leur colère**, décuplent leur animosité et **cherchent des boucs-émissaires**. L'évolution de ces groupes de Français est incertaine. Une sorte de **nihilisme** paraît monter, une envie de s'arroger le droit de s'exempter des règles que les puissants ne paraissent plus respecter eux-mêmes (« *pourquoi se priver après tout ?* »), une sécession vis-à-vis des valeurs communes, voire une forme de tolérance à la mise en danger.

⇒ **Aucune de ces réactions n'est vraiment constructive**, sans doute la raison pour laquelle la révolte ne se cristallise pas. Mais pour un certain nombre d'interviewés, **une forme de compte à rebours a commencé** :

- **Ils ne comprennent plus l'actualité**, qui s'enchaîne à un rythme effréné et se concentre sur des « *non-événements* » en décalage avec leur quotidien (affaires, remous provoqués par le livre de V. Trierweiler, jeux politiques des frondeurs etc).

Même la déclaration de politique générale du PM et la conférence de presse du PR ont souvent été traitées sous cet angle d'une frénésie médiatique dénuée de sens.

- **Ils donnent à M. Valls encore 3 mois, jusqu'à la fin de l'année pour apporter la preuve qu'un vrai changement est en marche**, faute de quoi il sera lui aussi décrédibilisé.

4. C'est dans ce contexte qu'intervient le retour de Nicolas Sarkozy

⇒ **C'est un évènement politique qui interpelle.** Les Français interrogés n'ont **aucune illusion sur le personnage** et ses limites. Il inspire toujours une forte antipathie. Mais dans ce sentiment d'un pays bloqué qui se laisse couler réapparaît le **fantasme de l'homme à poigne**. Or peu contestent sa capacité à « *délivrer* », qui devient l'une des principales qualités recherchée.

Même parmi les électeurs de gauche apparaît un discours ambigu : certes il « *engueulait les gens* », « *les traitait de tous les noms* », mais « *au moins il y arrivait* », « *quand il en avait vraiment marre il finissait par imposer* ».

Une forme d'effet de contraste serait renforcée par l'impression que **le Président lui-même donne le sentiment de ne plus se défendre**, notamment face aux attaques des médias ou de ses proches. Ce qui, pour certains de ses soutiens, laisse un goût amer : lorsqu'il se laisse ainsi mettre outrageusement en cause, ils pensent que ce n'est pas seulement lui mais aussi eux qui sont piétinés, sans que personne ne vienne les défendre.

⇒ **Les soutiens du gouvernement semblent espérer au fond d'eux que ce retour contraindra le PR à un sursaut**, à se montrer plus incisif, à sortir la gauche de sa torpeur.

Ce que le PR fera ou ne fera pas, directement ou à travers M. Valls, sera de toute façon jugé à cette aune : dans l'esprit des Français un match a déjà été disputé, si les deux se retrouvent sur la même scène politique il y en aura nécessairement un nouveau. S'en exempter ne paraît pas possible.

- *Dès lors, dans les semaines à venir, des signes accréditant l'idée que le PR se relève et reprend le combat (pas directement contre N. Sarkozy ; mais pour le pays) seront donc sans doute guettés. Ce peut être une chance : un petit espace se libère dans la tête des gens pour entendre ou recevoir nos messages (qu'habituellement ils n'entendent plus).*
- *Beaucoup de Français semblent prêts à entendre des choses dures. Compte-tenu de l'état perçu de déliquescence du système, on s'attend à ce que les vraies réformes - celles qui pourraient le sauver - fassent mal. On ne croit plus pouvoir s'exempter de la douleur, et son attente, alors même qu'elle est vue comme inéluctable, rajoute à l'insupportable.*
- *L'engagement des débats budgétaires et le plan d'économie pourrait être interprétés comme la première concrétisation de cette opération chirurgicale. Les 21 Mds € d'économie n'ont pas été identifiés à ce stade par l'opinion : leur concrétisation pourrait surprendre.*
- *La principale exigence qui sera adressée au traitement administré sera sans doute de s'attaquer vraiment au fond du problème, quitte à être douloureux (des réformes qui feraient mal mais vues comme insuffisantes ou inefficaces seraient contre-productives) ; d'être juste en termes d'exemplarité et de répartition des efforts ; et de préserver les principes essentiels : la solidarité, l'égalité, la justice, pour redonner aux gens un espoir à quoi se raccrocher.*